

# Recommandation relative aux relations politiques entre l'UE et la Chine

2025/2117(INI) - 07/10/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 454 voix pour, 86 contre et 110 abstentions, une recommandation au Conseil, à la Commission et à la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité relative aux relations politiques entre l'UE et la Chine.

Le Parlement a invité instamment les États membres et les institutions de l'Union à éviter le morcellement politique et à **adopter une stratégie unitaire et coordonnée** pour engager un dialogue diplomatique et ferme avec la Chine, protéger les intérêts géopolitiques et économiques de l'Union, promouvoir les droits de l'homme et poursuivre une coopération mutuellement bénéfique.

## *Dialogue Union/Chine*

Le Parlement a affirmé que le dialogue entre l'Union et la Chine est essentiel pour relever un large éventail de défis bilatéraux et mondiaux, y compris le changement climatique, le renforcement du multilatéralisme, de la paix et de la sécurité, et la promotion des droits de l'homme, du développement international, de la numérisation et de la santé publique mondiale. Il a recommandé d'exhorter la Chine, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, à s'acquitter de ses obligations et de ses responsabilités, à **défendre un ordre international fondé sur des règles** et à respecter le multilatéralisme ainsi que le rôle central des Nations unies dans les affaires mondiales.

Les députés notent que les relations ont désormais atteint un **point critique**, principalement en raison des pratiques économiques déloyales de la Chine, telles que le dumping et l'espionnage, et de sa position sur la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Il convient d'encourager un dialogue plus responsable pour renforcer la compréhension mutuelle et favoriser une coopération véritablement équilibrée et mutuellement bénéfique.

## *Guerre d'agression russe*

Le Parlement a exhorté la Chine à mettre immédiatement un terme à toute forme d'aide à la Russie et à cesser de contribuer à la prolongation de la guerre. Il a recommandé de coordonner une **initiative diplomatique** dans le cadre transatlantique et dans celui du G7 afin d'encourager la Chine à user de son influence considérable sur la Russie pour qu'elle mette fin à sa guerre d'agression. Les députés s'inquiètent vivement des informations vérifiées selon lesquelles l'armée chinoise a formé des militaires russes à combattre en Ukraine.

## *Réduire les dépendances stratégiques*

Le Parlement a demandé à l'Union prendre d'urgence des mesures pour réduire ses dépendances stratégiques envers la Chine, notamment dans les matières premières critiques, les médicaments, les batteries, les véhicules électriques, les TIC et les semi-conducteurs, et de mettre en place des mécanismes solides pour préserver les technologies, les infrastructures et les chaînes d'approvisionnement critiques, en promouvant l'autonomie stratégique européenne tout en maintenant un **dialogue pragmatique avec la Chine** qui facilite une coexistence non conflictuelle. Il a appelé à enquêter sur le comportement coercitif de la Chine dans le domaine des **terres rares** et à envisager l'utilisation de l'instrument anticoercition.

Le Parlement a souligné que le marché des **véhicules électriques** de la Chine représente une grave menace pour celui de l'Union et a suggéré d'adopter une législation efficace pour empêcher que les technologies utilisées par ces véhicules ne soient utilisées afin de collecter des données sensibles. En outre, il a demandé l'application stricte des droits de douane sur les **petits colis** non européens d'une valeur inférieure ou égale à 150 EUR, ainsi que le renforcement des contrôles sur les **produits dangereux ou non conformes** vendus sur les plateformes en ligne chinoises (telles que Temu, Shein ou AliExpress).

Les députés ont recommandé de prendre des mesures afin de prévenir de nouveaux risques pour la sécurité découlant des investissements chinois à l'étranger en renforçant le **contrôle des investissements étrangers directs** dans les États membres, en particulier dans les secteurs stratégiques et de s'attaquer d'urgence aux positions monopolistiques de la Chine dans des goulets d'étranglement critiques et essentiels. Ils ont demandé de s'attaquer à la question de la concurrence déloyale pour les industries européennes de **technologies vertes**.

### ***Réciprocité***

Le Parlement a demandé i) de s'attaquer de manière conjointe aux implications de la concurrence technologique et économique avec la Chine, en particulier à **l'asymétrie dans l'accès aux marchés** et au manque de sécurité juridique pour les entreprises européennes en Chine; ii) de souligner la nécessité de la réciprocité et de **conditions de concurrence équitables** dans toutes les relations commerciales et d'investissement avec la Chine; iii) d'insister pour que Pékin supprime les **obstacles et les pratiques déloyales** qui violent les engagements pris dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC); iv) de soutenir des **actions proportionnées de l'Union** pour défendre ses intérêts si la Chine n'assure pas la réciprocité de l'ouverture des marchés.

Les députés ont également appelé à renforcer les partenariats dans le cadre du programme «**Global Gateway**», qui constituent une alternative crédible à l'initiative «Une route, une ceinture» de la Chine, en particulier en Afrique et en Amérique latine. La recommandation réaffirme que la politique de la Chine unique suivie par l'Union est le cadre directeur des décisions de politique étrangère de l'Union en ce qui concerne **Taïwan** et que l'Union n'a jamais approuvé le principe d'une Chine unique et s'oppose à toute provocation ou tentative unilatérale de violation du statu quo par la force ou la coercition, ou contre la volonté du peuple taïwanais. Les députés ont souligné l'importance d'un approfondissement de la coopération économique et technologique avec Taïwan dans des domaines tels que les semi-conducteurs et la cybersécurité, afin de préserver les chaînes d'approvisionnement critiques.

### ***Ingérence étrangère et droits de l'homme***

Les députés ont appelé à améliorer la résilience face aux cyberattaques, à l'ingérence étrangère, à l'espionnage et aux menaces hybrides, tout en demandant un renforcement du dialogue sur les droits humains et des pressions sur la Chine face à la répression, au travail forcé et aux politiques menées au Tibet et au Xinjiang. Le Parlement a exprimé sa profonde inquiétude face à l'adoption de la loi sur la promotion de l'unité ethnique et du progrès. Il a demandé de renforcer encore la pression de l'Union face aux atrocités que la Chine continue de commettre à l'encontre des Ouïgours et d'autres musulmans turques.

Le Conseil des affaires étrangères et le Conseil européen sont invités à accorder une attention accrue à la Chine en tant qu'acteur stratégique mondial, à adopter plus régulièrement des conclusions sur les relations UE-Chine et à fournir des orientations claires sur les priorités et les actions coordonnées.